



64800

Bordères, le 17 septembre 2020

COMPTE-RENDU SOMMAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 16 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le seize septembre à dix-huit heures trente, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Michel MINVIELLE-GUILLEMARNAUD, Maire.

Présents : Mmes et MM. Hervé BIROU, Gabriel BLAZQUEZ, Jérôme BONNET, Alexandra CHATELAIN, Laurence ESQUERRE-CACHA, Éric FRERE, Alice HOURQUET MARANCI, Michel MINVIELLE-GUILLEMARNAUD, Dominique MONIÈRE CROZA, Bernard OMS, Fabienne PALENGAT, Pierre POUTS, Marie-Claire SAGARDOYBURU, Edmond VIGNAU.

Absent : M. Fabrice SUZETTE

Procuration :

Secrétaire de séance : M^{me} Marie-Claire SAGARDOYBURU

Nombre de conseillers en exercice : 15

Présents : 14

Votants : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 08/09/2020

Après appel des membres du Conseil municipal, le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h30.

Approbation du compte-rendu de la séance du Conseil municipal du 24 juin 2020

Suite à la transmission du procès-verbal de la séance du 24 juin 2020 aux élus, il y a lieu de soumettre ce document à l'approbation du Conseil municipal. Aucune observation n'étant émise, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Compte-rendu des décisions du Maire prises dans le cadre de la délégation

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire fait état des décisions prises dans le cadre de la délibération n° du 27 mai 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire.

08/07/2020	DEC 4-20-URB	Déclaration d'intention d'aliéner : non utilisation du droit de préemption urbain pour la propriété LASCURETTES
30/07/2020	DEC 5-20-URB	Déclaration d'intention d'aliéner : non utilisation du droit de préemption urbain pour la propriété SILVERII BONNECAZE
11/09/2020	DEC 6-20-URB	Déclaration d'intention d'aliéner : non utilisation du droit de préemption urbain pour la propriété CARREZA LOPEZ ALCOVERRO

Le Conseil municipal prend acte des décisions du Maire.

Ordre du jour :

1. Révision du Plan Local d'Urbanisme
2. Subvention complémentaire pour « Frissons à Bordères »
3. Décision modificative n°1 – Subvention de fonctionnement complémentaire pour « Frissons à Bordères »
4. Questions diverses

DCM 1.6.2020

RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Monsieur le Maire expose l'intérêt pour la Commune de réviser le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé par délibération du 11 mai 2012. Il convient en effet que le document d'urbanisme communal prenne en compte les évolutions législative et réglementaire issues notamment de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, du décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, de la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, de l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 sept 2015 relative à la partie législative du livre I du code de l'urbanisme, de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018.

Celles-ci visent à favoriser un urbanisme économe en ressources foncières, une production supplémentaire de logements sociaux dans les communes où la demande n'est pas satisfaite, le développement des énergies renouvelables en vue de réduire la consommation énergétique et prévenir les émissions de gaz à effet de serre, à assurer un bon fonctionnement des écosystèmes, notamment par la prise en compte des continuités écologiques, et à retrouver une qualité écologique des eaux. Elles ont aussi pour objet la prévention des risques, la lutte contre les nuisances sous toutes leurs formes et une gestion plus durable des déchets.

Le Maire expose également que la révision doit se faire selon les formes prévues aux articles L.153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme et que les modalités de concertation avec le public, conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, doivent être fixées dès la prescription de la révision.

Pour réaliser les études nécessaires à la révision de ce document, il propose d'utiliser le Service Intercommunal Territoires et Urbanisme de l'Agence Publique de Gestion Locale dans les mêmes conditions que les collectivités plus importantes utilisent le service d'urbanisme dont elles disposent en propre. Ceci suppose cependant la conclusion d'une convention avec l'Agence Publique de Gestion Locale, dont le Maire soumet le projet à l'assemblée, lui demandant de l'autoriser à la signer.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

Considérant que la Commune n'est pas dotée d'un service d'urbanisme susceptible de prendre en charge la révision du P.L.U. mais peut disposer du Service Intercommunal Territoires et Urbanisme de l'Agence Publique de Gestion Locale en temps partagé avec les autres collectivités adhérentes à l'Agence,

DÉCIDE - de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme ;

- de préciser comme suit les objectifs poursuivis par le P.L.U. :

La révision du PLU est rendue nécessaire pour prendre en compte le cadre législatif et réglementaire actuellement en vigueur évoqué ci-dessus, ce qui conduit notamment à devoir :

- assurer la compatibilité des dispositions communales avec celles du Schéma de COhérence Territorial du Pays de Nay approuvé en juin 2019 ;
- réévaluer en conséquence les conditions du développement démographique et économique communal en tenant compte notamment des contraintes environnementales (en particulier le site Natura 2000 « gave de Pau »), des risques, des contraintes agricoles, des caractéristiques paysagères et patrimoniales, des équipements communaux et de la situation sur les communes limitrophes, en particulier celles formant la conurbation de Nay ;
- étudier les modalités d'extension de l'urbanisation en continuité de l'agglomération, les possibilités de construire qui pourraient être offertes dans les espaces agricoles ou naturels et prévoir les équipements d'accompagnement nécessaires ;
- favoriser la mixité de l'habitat en permettant une diversification de l'offre en logements et des formes urbaines sur le territoire communal dans le respect des spécificités du cadre de vie de Bordères (cadre bâti en ordre semi-continu au centre bourg, plus distendu et ouvert à mesure que l'on s'en éloigne) ;
- favoriser la diversité des fonctions et assurer le maintien et le développement des activités économiques ;
- assurer la préservation des paysages par la prise en compte du caractère des espaces, qu'ils soient naturels ou urbains.

Seront aussi pris en compte le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), approuvé le 27 mars 2020, et le Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales en cours d'élaboration par la Communauté de Communes du Pays de Nay et, dès lors qu'elle serait disponible, la cartographie des sites et sols pollués.

- de fixer les modalités de la concertation avec la population comme suit :

- durant toute la durée de la révision, une information sera assurée au travers du bulletin municipal indiquant les grandes étapes de la réalisation du document et précisant son état d'avancement ;
- durant la phase d'études, des documents d'analyse de la situation communale seront mis à disposition du public à la Mairie. Ils seront accompagnés d'un registre permettant aux habitants et à toute autre personne concernée d'exprimer des observations ;
- à l'issue du débat du Conseil Municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.), ces orientations et une synthèse du diagnostic seront présentées lors d'une réunion publique. Le document présentant les orientations du P.A.D.D. sera ensuite maintenu à

disposition du public jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U., accompagné d'un registre ;

- de faire appel au Service Intercommunal Territoires et Urbanisme de l'Agence Publique de Gestion Locale afin qu'il apporte une assistance technique et administrative à la Commune pour la révision du P.L.U. ;

AUTORISE le Maire à signer la convention fixant les conditions de mise à disposition de ce service conformément au projet ci-annexé.

SOLLICITE de l'Etat la dotation générale de décentralisation pour compenser la charge financière de la Commune correspondant à la révision du document d'urbanisme.

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré (compte 202).

Conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération est notifiée :

- au Préfet,
- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de la Communauté de Communes du Pays de Nay.

Enfin, conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

DCM 2.6.2020	SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE POUR « FRISSONS À BORDÈRES »
---------------------	---

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal avoir été contacté par la Présidente de « Frissons à Bordères », section de Bordères Sports et Culture (B.S.C.L.), au sujet de la subvention annuelle de 700 € (sept cents euros) attribuée à B.S.C.L. par le Conseil municipal et jusqu'en 2017 intégralement reversée à « Frissons à Bordères » qui organise depuis plus de 20 ans son salon du livre jeunesse à Bordères.

Elle lui a indiqué que depuis près de trois ans, cette subvention est amputée d'une somme d'environ 500 € (cinq cents euros) utilisée par B.S.C.L. pour le paiement de la cotisation annuelle d'assurance qui permet de garantir les risques de l'ensemble des sections de B.S.C.L. (peinture sur porcelaine, pétanque, chorale, gym, Frissons à Bordères, ...).

Compte-tenu de l'augmentation récurrente des charges fixes (location de chapiteaux, frais de transports et d'hébergements des auteurs, ...) inhérents à l'organisation de son salon du livre, « Frissons à Bordères » sollicite de la Commune le versement d'une subvention complémentaire de 500€ (cinq cents euros).

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

VOTE l'attribution et le versement à la section « Frissons à Bordères » de B.S.C.L. d'une subvention complémentaire de 500€ (cinq cents euros).

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations » du budget primitif 2020 par décision modificative.

DCM 3.6.2020	DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR « FRISSONS À BORDÈRES »
---------------------	---

Considérant qu'il convient d'affiner les prévisions budgétaires 2020 du budget primitif en raison de l'octroi d'une subvention complémentaire à « Frissons à Bordères » ;

Il est proposé d'ouvrir des crédits supplémentaires en section de fonctionnement à l'article 6574 « Subventions de fonctionnement aux associations » comme suit :

	DÉPENSES
6574 « Subventions de fonctionnement aux associations »	500.00 €
6558 « Autres contributions obligatoires »	- 500.00 €

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9 ;

Vu le budget primitif 2020 voté le 24 juin 2020 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

ADOpte la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.

Le Maire,
Michel MINVIELLE-GUILLEMARNAUD